

Les oubliés de Saint-Clar

La grande injustice



Les oubliés de Saint-Clar

Carole Crouzillac, psychologue, Sonia St Martin Larroque, éducatrice spécialisée et déléguée du personnel des établissements Saint-Clarais, Gilles Llamas, éducateur spécialisé à la Maison de l'enfant, se sont retrouvés avec Christophe Bukovec, secrétaire départemental CGT Santé Action Sociale pour un point presse suite au mécontentement du personnel de la Maison de l'enfant de Saint-Clar.



Les établissements Saint-Clarais regroupent une **MECS (Maison d'Enfant à Caractère Social)**, un **EHPAD (Établissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes)** et un **FAM (Foyer d'Accueil Médicalisé)**, relevant tous trois de la fonction publique hospitalière. Certains agents ont perçu la prime COVID et auront une augmentation de salaire prévue par le **Ségur de la Santé**. « Cette augmentation, certes bienvenue, ne rattrape pas la perte subie depuis plus d'une décennie par les agents du service public, mais alors que penser du personnel qui n'aura pas droit à la prime, ni même à des augmentations de salaires ? » dit la CGT du Gers.

Quid de la maison de l'enfant ?

Le personnel de la Maison d'Enfants du **Centre Cantoloup Lavallée** comme tous les établissements du secteur social en France, n'a à ce jour perçu aucune prime « COVID ».



"Pourtant présents durant toute la durée du confinement, ils ont assuré leurs missions, bravant les risques de contracter la COVID, de la transmettre à leurs familles, leurs enfants et leurs aînés. Il n'a pas fallu des semaines de réflexion à tout ce personnel pour répondre présent, les fantassins du social n'ont jamais arrêté de travailler durant cette « guerre » avec pour seule arme leur courage, parfois au prix de leur vie, en raison d'une arrivée tardive des moyens de protection préconisés par l'OMS (masques, gel hydro alcoolique...)" Sonia St Martin Larroque.



"Certains établissements privés, pourtant fermés durant la crise, ont perçu la prime COVID financée par l'ARS ! Ils n'en sont nullement responsables bien entendu, mais encore une fois le gouvernement illustre merveilleusement bien sa capacité à diviser les travailleurs par l'incohérence et l'injustice sociale ! En ces périodes difficiles, le gouvernement ne doit-il pas fédérer ses troupes, face à cette « guerre contre le COVID » ?" Christophe Bukovec.

Les personnes se mobilisent dans d'autres départements et régions, soutenues par les élus locaux, à l'image du **centre Cantoloup Lavallée** de Saint-Clar, soutenu par le président du Conseil d'Administration et maire de Saint-Clar, David Taupiac, ainsi que par la Direction des établissements.

Un véritable imbroglio



Le personnel des trois établissements fait partie de la fonction hospitalière, donc tous logés à la même enseigne, non ? La maison d'enfants est financée par le Conseil Départemental, d'accord. Le personnel de l'EHPAD et de la FAM a touché la prime parce qu'établissement médico-social, d'accord. Le personnel de la Maison de l'enfant n'a droit à rien parce qu'établissement social, vous suivez ? Attention on complique la chose : certains travaillent dans les trois établissements, qui touchent les 1000 € ? ou 500 € une proposition pour la maison de l'enfant.

Vous n'avez pas compris, moi non plus. **En fait le gouvernement décide la prime, mais qui paye ?**

À noter que quatre établissements sont concernés dans le Gers et beaucoup d'autres bien sûr en France. Nous aurons peut-être un début de réponse vendredi puisque les différents protagonistes se retrouvent autour de la table des négociations, vendredi 21 août, au conseil départemental.

Affaire à suivre...